

LE PASSAGE À L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE EST-IL JUSTE ?

JUSTICE ENVIRONNEMENTALE ET TRANSITION JUSTE – ÉLÉMENTS CLÉS POUR UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE INCLUSIVE

Dr. Patrick Schroeder, chercheur principal, Chatham House
& Dr. Jack Barrie, chercheur, Chatham House



Dr Patrick Schroeder est chercheur principal à l'institut Chatham House, au sein du programme Environnement et société. Ses domaines de recherche portent principalement sur la question de la transition mondiale vers une économie circulaire inclusive, avec une attention particulière sur l'analyse des politiques et processus environnementaux multilatéraux, sur les opportunités collaboratives entre pays clés, la réduction du déficit d'investissement et la construction d'un système de preuve pour le commerce dans l'économie circulaire. Avant d'entrer au Chatham House (ou Royal Institute of International Affairs), il était chercheur à l'Institute of Development Studies, à l'Université du Sussex, où il a mené des recherches sur l'économie circulaire dans les pays en développement et sur les objectifs de développement durable.

Dr Jack Barrie est un expert de l'économie circulaire. Dans le cadre de son poste actuel de chercheur à Chatham House, il dirige des recherches de pointe à l'intersection de l'économie circulaire et du commerce international, de la géopolitique, de la finance (y compris les taxonomies vertes) et des objectifs de développement durable (ODD). Avant d'entrer à Chatham House, il était analyste des politiques d'économie circulaire pour Zero Waste Scotland. Il est titulaire d'un doctorat de politique d'innovation en économie circulaire, délivré par l'Université de Strathclyde.

Le succès de la transition vers une économie circulaire repose sur l'inclusivité et la justice sociale. Pour que cette transition soit inclusive, il convient de prendre en considération deux dimensions principales de l'équité : d'une part la correction des injustices actuelles liées à la mauvaise gestion des déchets et à la pollution affectant des centaines de millions de personnes dans le monde, tout en anticipant et en prenant en compte, d'autre part, les impacts négatifs qu'elle aura sur les travailleurs et secteurs d'activité. Pour cela, il sera crucial de comprendre les impacts des transitions nationales en Europe sur les travailleurs et les communautés des pays en développement, et la façon d'améliorer la diversification économique en assurant la reconversion professionnelle des ouvriers dans les pays producteurs, pour garantir l'engagement de toutes les parties prenantes.

INTRODUCTION

L'inclusivité et la justice sociale sont des enjeux qu'il est crucial d'intégrer pour réussir la transition vers une économie circulaire, et obtenir des résultats socio-écologiques positifs.

Si la transition n'intègre pas les dimensions humaines et sociales, l'économie circulaire ne sera pas au service des objectifs cruciaux que sont l'amélioration de la santé, la qualité des conditions de travail et la réduction des inégalités. Cela pourrait même compromettre la transition elle-même, car les sociétés injustes et inégalitaires souffrent généralement d'instabilité politique.

Heureusement, les approches dominantes portent une attention croissante à la prise en compte des enjeux sociaux dans le cadre des transitions vers une économie circulaire, à celle des enjeux environnementaux, ainsi qu'à la démonstration de la pertinence « business » de la transition vers la circularité.

Pour que la transition vers une économie circulaire soit inclusive, deux dimensions principales de l'équité doivent être prises en considération. Elles sont liées, mais distinctes.



Dimensions temporelle et spatiale de la justice dans la transition vers une économie circulaire

Pour que la transition vers une économie circulaire soit inclusive, deux dimensions principales de l'équité doivent être prises en considération. Elles sont liées, mais distinctes.

1. La correction des injustices actuelles liées à la mauvaise gestion des déchets et à la pollution affectant des centaines de millions de personnes dans le monde : c'est la dimension « justice environnementale » de la transition. Parmi les illustrations de celle-ci, citons le déversement illégal des déchets à proximité des communautés à faibles revenus, ainsi que l'exportation de déchets vers les pays à faibles et moyens revenus, à l'origine de graves problèmes sanitaires au sein des communautés et parmi les travailleurs en contact avec les déchets, et leur famille.
2. L'anticipation et la prise en compte des impacts négatifs qu'aura, sur les travailleurs et les secteurs d'activité, le passage de l'économie linéaire à une économie circulaire : c'est la dimension « transition juste ». Un exemple de celle-ci concerne l'abandon progressif des logiques de consommation et de production liées à la « mode éphémère » (fast fashion), qui affectera probablement des millions de petites entreprises et de travailleurs dans les économies asiatiques en développement.



JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

L'adoption d'une perspective ou d'un cadre de justice environnementale est une première étape importante pour combler le déficit social dans l'économie circulaire. Les impacts directs du déversement de déchets et de la pollution sur les communautés ont été documentés depuis des décennies aux États-Unis, y compris des cas de racisme environnemental structurel.¹ De même, en Europe, des données remontant aux années 1980 indiquent de manière convergente que les installations de traitement des déchets sont, de manière disproportionnée, situées dans des zones dont les résidents sont plus défavorisés ou appartiennent à des minorités ethniques. Les inégalités observées dans l'exposition aux déchets et toxines et ses effets sanitaires constituent un cas d'injustice environnementale.²

1 Pellow, D. (2004), "The Politics of Illegal Dumping: An Environmental Justice Framework" (Politiques de décharges illégales : un cadre de justice environnementale), *Qualitative Sociology*. DOI : 10.1023/B:QUAS.0000049245.55208.4b.

2 Martuzzi, M., Mitis, F., Forastiere, F. (2010), "Inequalities, inequities, environmental justice in waste management and health" (Inégalités, iniquités, justice environnementale dans la gestion des déchets et la santé), *European Journal of Public Health*, Volume 20, Issue 1, février 2010, pages 21–26. <https://doi.org/10.1093/eurpub/ckp216>.

Impacts sanitaires mondiaux

Au 21^e siècle, la dimension « justice environnementale » des déchets a atteint une portée mondiale. Le commerce illégal et l'abandon de déchets de basse qualité accentuent l'inégalité environnementale et l'exploitation selon l'appartenance sociale ou raciale, à l'échelle mondiale. Les communautés vulnérables qui n'ont pas produit les déchets sont souvent celles qui souffrent de leurs effets négatifs.³ Les déchets et la pollution plastique créent et accentuent une urgence de santé publique dans de nombreuses villes dans le monde. La recherche et les analyses menées par l'organisation Tearfund suggère qu'entre 400 000 et 1 million de personnes meurent chaque année, dans les pays en développement, à cause des maladies liées aux déchets municipaux mal gérés.⁴

3 Dreau, A. (2022), "Why is the global waste crisis a social justice issue?" (Pourquoi la crise mondiale des déchets est-elle un problème de justice sociale ?), Zero Waste Europe. <https://zerowasteurope.eu/2022/02/why-is-the-global-waste-crisis-a-social-justice-issue/>.

4 Williams, M. et al. (2019), *No Time To Waste: Tackling the plastic pollution crisis before it's too late* (Pas de temps à perdre : traiter la crise de la pollution au plastique avant qu'il soit trop tard). Tearfund, Fauna & Flora International (FFI), WasteAid et The Institute of Development Studies (IDS).

La réduction du fardeau de la pollution pour les plus pauvres, en particulier pour les communautés affectées par les déchets mal gérés et la dégradation de l'environnement dans les pays en développement, est une urgence et une priorité pour l'économie circulaire.

Les déchets dangereux exportés vers les pays du Sud comprennent des composants électroniques qui contiennent des matériaux toxiques. Les structures formelles de recyclage n'arrivent pas à suivre la croissance des déchets électroniques. Le Global E-waste Monitor de l'ONU a estimé la production de ceux-ci à 53,6 millions de tonnes en 2019.⁵ La plupart des déchets électroniques produits, environ 44,3 millions de tonnes, sont gérés en dehors du système officiel de collecte. Dans de nombreux cas, ils sont expédiés dans des pays en développement, où ils sont principalement désassemblés dans des installations ne respectant pas les normes, par des travailleurs sans aucun équipement de protection, qui sont donc exposés à un contact direct.

Un rapport récent d'une commission du Lancet confirme que le nombre de décès prématurés annuels dus à la pollution atteint encore 9 millions.⁶ Malgré les efforts en cours des Nations unies et d'autres institutions, peu de progrès ont été réalisés. Il est urgent de maîtriser la pollution et de prévenir les maladies qui lui sont liées, notamment la pollution de l'air et l'empoisonnement au plomb dû à la mauvaise gestion des déchets électroniques et des batteries. La pollution au plomb touche de manière disproportionnée les enfants des pays en développement.⁷

Il est clair que les programmes internationaux de coopération pour le développement ont un rôle à jouer dans la promotion des approches de l'économie circulaire, afin de réduire les impacts environnementaux et sociaux de la pollution. Un exemple d'initiative est le programme SMEP pour la fabrication durable et la réduction de la pollution environnementale.⁸ Récemment lancé par le FCDO (Foreign, Commonwealth and Development Office), il est mis en œuvre en partenariat avec la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). Son objectif est d'améliorer les connaissances actuelles et de combattre les impacts socio-économiques et de santé environnementale de certains secteurs de la fabrication sur une cible constituée de pays en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.

L'inclusivité et la justice sociale sont des enjeux qu'il est crucial d'intégrer pour réussir la transition vers une économie circulaire, et garantir des résultats socio-écologiques positifs

Inclusion des ramasseurs de déchets et égalité femmes-hommes

Les ramasseurs de déchets et les travailleurs informels font déjà partie intégrante de nombreux systèmes circulaires. Ils extraient et créent de la valeur à partir des déchets, mais leur contribution n'est pas valorisée par la société. Les collecteurs et collectrices de déchets font face à de nombreux problèmes : mauvaises conditions de travail, mauvaise santé, pauvreté et stigmatisation sociale. Malgré leur contribution, ils sont souvent considérés comme un problème social. Dans les pays à faibles revenus, le nombre de ramasseurs de déchets informels est très élevé, principalement à cause du manque de meilleures opportunités économiques et des bas niveaux de développement humain.⁹

Les femmes jouent un rôle essentiel dans le secteur de la collecte informelle dans de nombreux pays africains, asiatiques et latino-américains, qui sont submergés de déchets plastique. En grande majorité, la pollution plastique affecte les personnes pauvres ou marginalisées et les femmes habitant dans des quartiers faiblement bâtis où les déchets s'accumulent facilement à cause de la déficience des services de ramassage. Si nous voulons mettre en œuvre un système vraiment équitable et plus égalitaire d'économie circulaire, il est impératif d'améliorer la situation des femmes en réduisant leur exposition aux

déchets mal gérés et à la pollution.¹⁰ Bien que les femmes soient touchées de manière disproportionnée par les déchets et la pollution et que cela constitue une injustice importante, le genre continue à être un aspect relativement marginal dans les débats de justice environnementale et plus généralement dans l'économie circulaire. Les femmes sont dans l'ensemble davantage exposées aux fardeaux environnementaux (injustice distributive) et ont moins la possibilité d'intervenir dans les décisions environnementales (injustice procédurale), deux dimensions qui affectent leur santé (injustice substantielle).¹¹

Pour faire naître une économie circulaire inclusive, il est nécessaire de repenser les systèmes de gestion des déchets solides en intégrant les ramasseurs de déchets en tant que partenaires. C'est un élément crucial pour construire des villes justes, inclusives et vivables. Il existe de nombreux exemples d'initiatives et de bonnes pratiques qui peuvent être appliquées.¹² Il est important de disposer d'une cartographie des institutions afin d'identifier les ONG et les autres structures qui travaillent déjà sur le terrain, pour organiser et/ou assister les ramasseurs de déchets. Bâtir des relations de confiance avec les travailleurs ainsi qu'au sein des différentes coopératives et associations prend du temps, surtout si des organisations externes sont impliquées. À mesure que le dialogue et la construction de la confiance évoluent, les méthodes de coopération changent aussi.

5 Forti V., Baldé C.P., Kuehr R., Bel G. (2020), *The Global E-waste Monitor 2020: Quantities, flows and the circular economy potential* (Quantités, flux et potentialité de l'économie circulaire), United Nations University (UNU)/United Nations Institute for Training and Research (UNITAR) – co-hosted SCYCLE Programme, International Telecommunication Union (ITU) & International Solid Waste Association (ISWA), Bonn/Geneva/Rotterdam.

6 Fuller, R. et al. (2022) "Pollution and health: a progress update" (Pollution et santé : derniers progrès), *Lancet Planet Health* 6: e355–47. [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(22\)00090-0](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(22)00090-0).

7 Une récente étude de l'UNICEF et de Pure Earth estime que plus de 800 millions d'enfants – près de la moitié de ceux en Asie du Sud – présentent des concentrations de plomb dans le sang dépassant 5,0 microgrammes par décilitre (µg/dl), le niveau auquel une action urgente est nécessaire. UNICEF (2020), *The Toxic Truth: Children's Exposure to Lead Pollution Undermines a Generation of Future Potential* (La vérité toxique : l'exposition des enfants à la pollution au plomb sape le potentiel d'une génération), UNICEF et Pure Earth. <https://www.unicef.org/media/109361/file/The%20toxic%20truth.pdf>.

8 Sustainable Manufacturing and Environmental Pollution Programme (programme SMEP pour la fabrication durable et la réduction de la pollution environnementale), <https://smepprogramme.org/>.

9 Amorim de Oliveira, Í. (2021), "Environmental Justice and Circular Economy: Analyzing Justice for Waste Pickers in Upcoming Circular Economy in Fortaleza, Brazil" (Justice environnementale et économie circulaire : analyse de la justice pour les collecteurs de déchets dans l'économie circulaire en devenir à Fortaleza, Brésil). *Circ. Econ. Sust.*, 1, 815–834 - <https://doi.org/10.1007/s43615-021-00045-w>.

10 Wakunuma, K. (2021), « Les déchets en plastique nuisent aux femmes des pays en développement mais il existe des moyens d'y remédier (en anglais) », <https://theconversation.com/plastic-waste-is-hurting-women-in-developing-countries-but-there-are-ways-to-stop-it-166596>.

11 Bell K. (2016), "Bread and Roses: A Gender Perspective on Environmental Justice and Public Health" (Du pain et des roses : regard genré sur la justice environnementale et la santé publique), *Int J Environ Res Public Health*. 12 oct. 2016 ; 13(10):1005. doi : 10.3390/ijerph13101005. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5086744/>.

12 Dias, S. (2016), "Waste pickers and cities" (Des collecteurs de déchets et des villes), *Environment and Urbanization*, Volume 28, issue 2, pages 375-390





PROGRAMME « SWITCH TO CIRCULAR VALUE CHAINS »

Pour que la transition vers l'économie circulaire soit juste et inclusive, tous les acteurs des chaînes de valeur mondiales doivent être engagés et « encapacités » à participer, des grandes multinationales aux coopératives locales informelles de ramasseurs de déchets. Consciente des enjeux de justice sociale et de transition juste, le programme « SWITCH to Circular Value Chains¹ » ('Passons aux chaînes de valeur circulaires') a récemment été lancé, avec le soutien de l'Union européenne et du gouvernement finlandais.

L'initiative accompagne les fournisseurs dans les pays en développement, intégrés dans les chaînes de valeur de grands fabricants et acheteurs de l'UE, pour qu'ils identifient, adoptent et maîtrisent des modèles d'économie circulaire, d'une manière équitable et inclusive. Pour ce faire, le programme combine des projets pilotes avec des politiques de développement ciblées, et un renforcement des capacités.

Au Maroc, par exemple, le pilote SWITCH travaillera avec un consortium de partenaires privés marocains et européens, ainsi qu'avec le gouvernement marocain, pour créer le premier processus de recyclage de bouteilles en PET du Maroc ('bottle-to-bottle'). Outre la démonstration de sa viabilité technique et commerciale, la clé du succès du projet pilote repose sur l'autonomisation et l'intégration de plus de 900 ramasseurs de déchets informels dans la chaîne de valeur. Ce dernier aura pour objectif de résoudre certains des principaux défis de justice sociale auxquels sont confrontés les travailleurs informels, tels que l'absence de reconnaissance juridique formelle, le manque d'accès à la propriété foncière pour exploiter légalement des installations de collecte et de tri, et le manque de traçabilité.

¹ www.switchtocircular.eu.

À l'avenir – Transitions justes

La deuxième dimension à considérer lors du passage à une économie circulaire consiste à garantir que la transition soit juste : qu'elle limite l'impact de la transition industrielle sur les communautés et les travailleurs, et qu'elle apporte à ces derniers les bonnes compétences pour l'économie future. Ce thème est entré dans les débats politiques, en particulier dans le contexte du dérèglement climatique et de la transition vers les énergies à bas carbone. Il est également nécessaire de faire le lien avec la transition vers l'économie circulaire, comme nous l'avons souligné dans un rapport de Chatham House en 2020.¹³

Bien que les lignes directrices d'une transition juste, publiées en 2015 par l'OIT (Organisation internationale du travail), ne mentionnent pas explicitement l'économie circulaire, elles appellent les gouvernements à « prendre des dispositions et des mesures pour faciliter la formalisation et promouvoir le travail digne, notamment dans le secteur de la gestion et le recyclage des déchets mais sans s'y limiter ».¹⁴ Il est également nécessaire d'intégrer des dispositions dans les plans et politiques nationales pour l'atteinte des ODD. Il convient qu'un des objectifs globaux soit de soutenir les travailleurs informels ainsi que les TPE et PME touchées par la transition - un élément particulièrement pertinent dans le contexte de la reprise économique post-pandémique.

Une économie circulaire inclusive reconnaît les droits des travailleurs dans la conception des politiques qui les concernent. Le dialogue social et la planification participative

¹³ Schröder, P. (2020), "Promoting a just transition to an inclusive circular economy" (Encourager une transition juste vers une économie circulaire inclusive), Chatham House, Londres. <https://www.chathamhouse.org/2020/04/promoting-just-transition-inclusive-circular-economy>.

¹⁴ OIT (2015), *Guidelines for a just transition towards environmentally sustainable economies and societies for all* (Lignes directrices pour une transition juste vers une économie compatible avec l'environnement et des sociétés inclusives). https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/@emp_ent/documents/publication/wcms_432859.pdf.





sont des éléments cruciaux. Il est nécessaire d'établir des mesures de protection sociale en plus des politiques visant à combler les manques matériels, de favoriser le développement de plans nationaux de transition juste, de concevoir et coordonner des programmes de requalification et de promouvoir des mesures en faveur d'un travail digne. Pourtant, comme on l'a observé dans la transition énergétique, des tensions apparaissent entre les exigences d'inclusivité et de rapidité d'action. Renforcer l'engagement des citoyens et des parties prenantes est un levier pour mettre les dimensions de justice et d'équité au cœur de la transition vers l'économie circulaire, et améliorer leur légitimité sociale. À l'inverse, travailler avec les pionniers de chaque industrie peut accélérer les transitions mais renforcer les injustices.¹⁵

Cet arbitrage est particulièrement sensible dans le cas de la digitalisation et des technologies de l'industrie 4.0 dans la fabrication. Les organisations et les pays disposant déjà d'avantages et de stratégies digitales pourront avancer plus vite vers la fabrication circulaire. Les usines vont changer. Les installations de production circulaire et les chaînes de valeur plus larges reposeront sur des technologies comme l'IdO (Internet des objets), l'automatisation et la robotique, l'IA et l'analyse de données, qui auront une place cruciale dans

l'économie circulaire du futur pour économiser les ressources et réduire les déchets.¹⁶

De nouveaux projets de recherche commencent à combler nos lacunes dans la compréhension des implications économiques, sociales, de genre et politiques du paradigme de l'économie circulaire. Un exemple récent est le projet JUST2CE¹⁷, fondé par l'UE, qui tend à mettre en évidence quelles parties prenantes peuvent être considérées comme gagnantes, et lesquelles comme perdantes. Garantir que les mécanismes d'inclusion et de participation soient appliqués dans la conception des produits et des technologies, et dans la gestion de la transition, constitue un autre enjeu clé. L'hypothèse qui sous-tend le projet de recherche est que le succès d'une transition vers une économie circulaire durable ne dépend pas uniquement du développement de nouvelles technologies. Il exige de reconfigurer la gouvernance des processus productifs avec des mécanismes plus participatifs dans la conception et la gestion de la technologie.

¹⁵ Newell, P., Geels, F. Sovacool, B. (2022), "Navigating tensions between rapid and just low-carbon transitions" (Concilier les impératifs de transition rapide et de transition juste), *Environmental Research Letters*, 17, 041006 - http://sro.sussex.ac.uk/id/eprint/105119/6/Newell_2022_Environ_Res_Lett_17_041006.pdf.

¹⁶ Laskurain-Isturbe, I., Arana-Landín, G., Landeta-Manzano, B., Uriarte-Gallastegi, N. (2021), "Exploring the influence of industry 4.0 technologies on the circular economy" (Exploration de l'influence des technologies de l'industrie 4.0 sur l'économie circulaire), *Journal of Cleaner Production*, Volume 321, <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2021.128944>.

¹⁷ Commission européenne (2021), *A just inclusive transition to circular economy – project description* (Une transition juste et inclusive vers l'économie circulaire – Description du projet). CORDIS <https://cordis.europa.eu/project/id/101003491>.



Comprendre les impacts des transitions nationales en Europe sur les pays en développement

Les impacts internationaux de la transition européenne ne sont pas encore explicitement pris en considération dans les politiques actuelles de l'UE concernant l'économie circulaire. Mais cette situation tend à évoluer. L'agence néerlandaise d'évaluation environnementale (PBL) a étudié les implications futures de la transition néerlandaise vers l'économie circulaire. Son analyse montre que la création d'une économie circulaire avec un impact positif à l'étranger nécessitera la mise en place, dès le début, de protections pour les pays à bas et moyens revenus.¹⁸ Elle nécessitera aussi une plus grande cohérence entre les politiques nationales d'économie circulaire et les politiques internationales de coopération commerciale et de développement. Une telle logique peut aider à renforcer la transition néerlandaise vers l'économie circulaire et contribuer à atteindre les objectifs de développement durable, aux Pays-Bas et ailleurs.

De plus, nous devons faire attention à comprendre l'impact, sur les pays producteurs du Sud, des changements dans les schémas de consommation dans les pays du Nord. Le passage à des modes de vie durables implique une baisse de la consommation de matériaux ainsi qu'une réduction des déchets, et des empreintes carbone. D'un côté, cela devrait contribuer à réduire les inégalités actuelles sur le plan de la justice environnementale, y compris celles dans la consommation des ressources et l'accès aux biens et services essentiels. De l'autre, il y aura des conséquences sur les travailleurs et les communautés qui travaillent dans la fabrication. De nombreux pays à bas et moyens revenus qui reposent fortement sur les secteurs « linéaires » tels que l'extraction minière, la fabrication de biens de consommation à cycle court et non réparables, le textile et l'agriculture, ainsi que l'exportation de ces biens vers les pays à revenus plus élevés, peuvent être affectés négativement par le passage à la circularité. Ces pays auront besoin de l'aide de la communauté internationale via des programmes d'accompagnement ciblés, si le commerce international et la fabrication des biens traditionnels déclinent à moyen et long terme. Pour cette raison, les discussions sur la transition juste doivent passer du niveau national au niveau international. Elles doivent intégrer et corriger les défauts d'équité existants et naissants entre les pays.

Une économie circulaire inclusive reconnaît les droits des travailleurs dans la conception des politiques qui les concernent

CONCLUSIONS : VERS UN MODÈLE SANS DÉCHETS, SOCIALEMENT JUSTE

Pour éviter que la transition vers une économie circulaire n'accentue les inégalités actuelles, le nouveau modèle devra exclure les déchets, mais aussi intégrer la justice sociale.

Répondre aux injustices environnementales du système linéaire actuel - en particulier le déversement illégal de déchets - est une priorité à court terme. Les approches bilatérales et multilatérales des accords commerciaux peuvent contribuer à résoudre ces problèmes de déversement illégal. Le rôle de l'OMC peut être de rendre le commerce des déchets et des matières premières secondaires plus transparent et compatible avec l'environnement, de demander des comptes aux acteurs du marché, et de réduire les injustices sociales associées au traitement et au recyclage. Des initiatives telles que Aid for Trade de l'OMC sont bien placées pour mobiliser les ressources destinées aux pays en développement et pour traiter les effets émergents du commerce de l'économie circulaire.

Du point de vue de la répartition, la question essentielle est de réussir à favoriser la diversification économique et la requalification des ouvriers dans les pays producteurs. Des mécanismes financiers au service de transitions justes seront clés pour soutenir ce type de diversification industrielle. Par exemple, dans le cadre d'un travail multilatéral sur le climat et la décarbonation, les banques du développement ont mis au point un ensemble de principes de transition juste qui ont été lancés lors de la COP26. Logiquement, une prochaine étape pourrait être d'adapter ces principes aux cadres des acteurs financiers, pour inciter aux transitions vers une économie circulaire.

Nous avons besoin d'un plus grand nombre de programmes de coopération internationale pour fournir l'assistance technique et renforcer les capacités des parties prenantes.

Enfin, l'économie politique et la géopolitique de la transition vers une économie circulaire demeurent peu comprises. À mesure que nous concevons des systèmes circulaires, nous devons nous pencher sur la possibilité et les voies de reconfiguration des relations asymétriques de pouvoir au sein des chaînes de valeur mondiales. En période de tensions et de risques géopolitiques croissants, ces considérations sont de plus en plus importantes pour garantir une transition à la fois juste et rapide.

¹⁸ Lucas, P., Brink, H. et van Oorschot, M., (2022), *Addressing international impacts of the Dutch circular economy transition. Challenges and opportunities for low- and middle-income countries* (Impacts internationaux de la transition néerlandaise vers l'économie circulaire. Défis et opportunités pour les pays à faibles et moyens revenus). PBL Netherlands Environmental Assessment Agency. <https://www.pbl.nl/en/publications/addressing-international-impacts-of-the-dutch-circular-economy-transition>.

